



Cercle Henri Barbusse
de culture ouvrière et populaire
rassemblementcommuniste.org

cerclebarbusse@gmail.com

UKRAINE :

**UN COUP D'ARRÊT DE LA
RUSSIE BOURGEOISE
SOUTENUE PAR LA CHINE
AU « BESOIN D'AIRE »
DES MEDEF DE L'UE,
DES USA ET DE L'OTAN !**

MARS 2014

Février 2014 - Des ukrainiens russophones manifestent
contre le putsch fasciste soutenu par l'UE et les USA

КРВИМ



ПРОТИВ НАЦИЗМА



Sommes nous au bord de la troisième guerre mondiale ? La question est dans tous les esprits. Les projecteurs sont de nouveaux braqués sur les événements en Ukraine aux frontières de la Russie devenue bourgeoise depuis la restauration du capitalisme en URSS. Les fascistes ukrainiens, tous comme les fascistes des Balkans en Yougoslavie, sont les instruments de la marche guerrière des impérialistes de l'UE, des USA et de l'OTAN vers le démantèlement des Etats-Nations de l'ex-camp socialiste en Europe et l'encerclement de la Russie et de la Chine.

Empêtrés dans la crise systémique du capitalisme mondialisé piloté par les USA et l'UE, cette aventure guerrière irresponsable de l'occident impérialiste ne tient absolument pas compte de l'avertissement responsable du savant scientifique Albert Einstein qui disait : « je ne sais pas quelles armes seront utilisées pour la troisième guerre mondiale, si elle a lieu. Mais la quatrième se règlera à coups de pierres ».

A nouveau, comme lors de la provocation de la désintégration de la Yougoslavie, les médias mensonges envahissent les télévisions, les radios et les journaux sur les « tyrans Russes » et les « démocrates ukrainiens », les « méchants pro-russes » et les « bons européens », etc.

Mais que cache ce déferlement médiatique mensonger d'une presse impérialiste de moins en moins crédible après les expériences dévastatrices pour les peuples des invasions impérialistes de l'Irak, de l'Afghanistan, de la Yougoslavie, de la Palestine, de la Côte d'Ivoire, de la Libye, etc.

Que nous apprend le blocus de Cuba, les coups d'état contre Chavez au Venezuela, du Honduras, les prétendues « révolutions » colorées en Serbie, en Georgie, en Ukraine, le séparatisme provoqué au Soudan, au Mali, en Centrafrique, en RDC,

en Chine, etc. sur la nature réelle des puissances impérialistes de l'UE et des USA ?

Que montrent la mise sous tutelle socialement régressive de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie par l'UE et le FMI sans oublier les reculs sociaux et anti-démocratiques aux USA et dans toute l'UE ? Partout les peuples subissent la patte libérale destructrice des impérialistes US et de l'UE.

L'ALLIANCE DES FASCISTES UKRAINIENS, DE L'UE, DES USA ET DE L'OTAN

Tout comme on le voit en France avec le Front National d'abord avec Mitterrand puis surtout depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir en 2007, l'élection de 2005 à 2010 de Viktor Iouchtchenko en Ukraine consécutive à la prétendue « révolution orange » a été la période « la plus fertile sur le plan de l'éclosion du nationalisme ...elle a libéré la parole dans l'espace public et politique. Mais c'est désormais Svoboda qui en récupère les dividendes, l'électorat nationaliste ayant été fortement déçu par Iouchtchenko » (Monde Diplo-

matique de mars 2014). Le mot « nationalisme » ici est un euphémisme pour éviter le qualificatif véritable de fascisme pro-européen et pro-atlantiste. Svoboda, dont le congrès en 2004 avait comme invité d'honneur J.M. Le Pen, est un parti qui réclame ouvertement l'adhésion à l'OTAN, l'abolition du statut de république autonome de la Crimée donné en 1954 par Khrouchtchev, la réintroduction de la mention ethnique et religieuse des citoyens dans les documents d'identité, l'octroi de la nationalité aux seuls « ethniquement ukrainiens », la restriction de l'accès aux universités des étudiants étrangers, l'intégration dans l'UE au nom de « l'Europe des nations ». Ce programme raciste et fasciste est



Les fascistes s'en prennent aux symboles soviétiques de l'Ukraine historique. Les communistes ukrainiens font front...



labellisé « désoviétisation ».

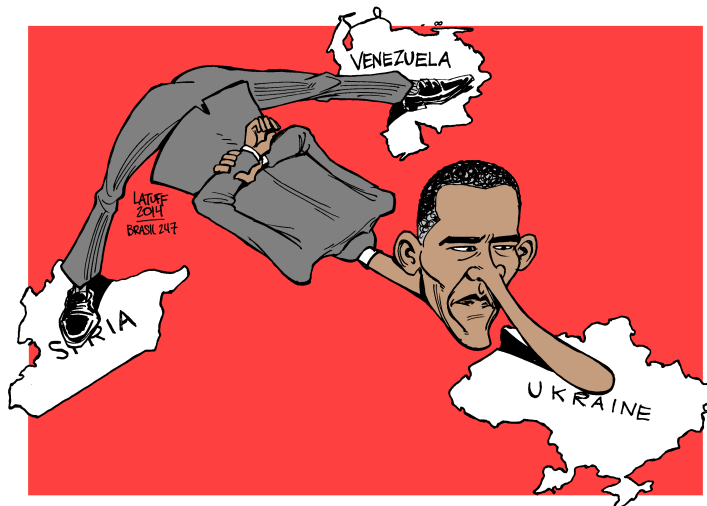
Svoboda par la bouche de Iouri Levtchenko précise en visant les citoyens ukrainiens russophones : « nous défendons les valeurs de la famille, l'Europe des nations, contre le multiculturalisme, que je considère comme une politique visant à fondre entre elles différentes cultures, ce qui n'est pas possible... Il n'est pas logique de faire cohabiter dans une même ville des cultures différentes. Cela ne peut pas marcher » (Monde Diplomatique, mars 2014). Svoboda (« liberté ») est donc un parti fasciste, allié du Front National (FN), dont le nom complet est « Parti National Socialiste d'Ukraine » qui se réclame héritière de « l'Organisation des nationalistes ukrainiens » (OUN) née en 1929 (ils reprirent temporairement l'ancien sigle qui est une swastika nazi stylisée) dont une fraction créa une division Waffen SS « Galitchina » commémorée tous les 28 avril. Ce 1^{er} janvier, il organisa une manifestation de 25.000 néonazis à la gloire du chef de guerre fasciste Stepan Bandera, l'autre tendance de l'OUN qui se "contenta" de s'allier à la Wermarcht... Mais les médias européens ne qualifient ce parti que de « nationalistes » et non de néonazis. Cette opération a été rendue possible du fait que Svoboda a été le cheval de Troie de la réhabilitation du fascisme dont une des manifestations a été la « condamnation des 2 totalitarismes » (fascisme et socialisme) par le Parlement européen en 2009, condamnation saluée par Svoboda comme une « victoire sur le bolchévisme ». De plus Svoboda est la prolongation idéologique radicalisée de l'ancien leader et ex-président Ioutchenko. En effet, celui-ci initia la réhabilitation des ex-nazis ukrainiens. Notamment, il signa un décret en 2007 de réhabilitation officielle de Bandera et de l'OUN-UPA et de son chef militaire Choukhevitch.

Ce parti fasciste ukrainien qui a été le fer de lance des contre-révolutionnaires séparatistes de la place Maïdan a, tout comme le parti nazi hitlérien, ses sections d'assaut (SA) regroupées dans Praviy Sektor (Secteur droit) dont le principal dirigeant Andrei Tarasenko se définit comme « nationaliste défendant les valeurs de l'Europe blanche et chrétienne contre la perte de la nation et la 'déreligionisation' » parce que le multiculturalisme est « responsable de la disparition des crucifix et de l'arrivée des filles en burqa dans nos écoles » (Monde Diplomatique, mars 2014). Tout comme leur mentor Bandera fasciste ukrainien allié de Hitler dans sa guerre contre l'URSS, le pouvoir élu ukrainien est qualifié de « mafia judéo-moscovite » et il s'agit de « mettre fin aux activités criminelles de la juiverie ukrainienne ».

Voilà en réalité ce que sont les amis des « démocrates » Obama, Merkel, Cameron, Hollande, Peres, Ashton, etc... Les multiples visites de Mc Cain, ex-candidat à la présidentielle des USA, de J. Kerry chef du département des affaires étrangères US et d'officiels allemands aux manifestants fascistes ukrainiens en sont les preuves éclatantes.

Signalons ici que profitant que l'Ukraine ait besoin d'une aide de 20 milliards d'euros, l'UE avec l'aval US, a voulu la contraindre à un accord prédateur digne des diktats libéraux et austéritaires imposés à la Grèce, à l'Irlande, au Portugal, à

l'Espagne, à l'Italie et à Chypre. Suite à l'exécution par les gouvernements successifs des recettes libérales imposées par le FMI, la Banque mondiale et l'UE entre 1991 et 2012 la production d'électricité a chuté de 35 %, celle de la sidérurgie de plus de moitié. En 2012, la production de tracteurs ne représentait qu'environ 5% de ce qu'elle était en 1990, dans un pays où un tiers de la population vit en milieu rural et détient 20% des sols de terre noire de la planète. L'Ukraine comptait 16 grandes usines de machines-outils qui produisaient 37000 unités en 1990, seuls trois d'entre elles tentent, aujourd'hui, de fonctionner tant bien que mal, produisant à peine 40 machines par an. Les privatisations ont touché plus de 50 000 entreprises et 45% d'entre elles sont depuis fermées. Comme le dit l'économiste ukrainienne Natalia Vitrenko lors : « L'Ukraine était auparavant l'un des premiers pays en matière de PIB par habitant, nous étions 11% au-dessus du PIB mondial moyen par tête. Mais notre PIB a chuté d'un tiers et dès 2012 il n'était plus que de deux tiers de ce qu'il était en 1989. Nous sommes aujourd'hui 40% en dessous du PIB mondial moyen par tête, en dessous de la Nami-



bie... Ce que l'Ukraine a gagné au cours de ces années, c'est de la dette extérieure. Nous avons maintenant une dette extérieure qui équivaut au double de nos réserves monétaires en or. Notre dette extérieure brute s'approche des 80 % du PIB. La pire des choses est que cet effondrement a appauvri la population. Le salaire minimum en Ukraine est de 118 euros par mois ; la retraite minimum est de 86 euros par mois ».

Le gouvernement élu ukrainien, qui recherchait jusque-là l'équilibre entre l'UE et la Russie, a adopté une position en refusant l'accord avec la première et en acceptant la proposition russe d'aide immédiate de 15 milliards et de baisse d'un tiers du prix du pétrole et du gaz. L'UE et les USA mènent donc, par pions fascistes interposés, une lutte pour la « liberté » de piller, de mettre un peuple aux ordres dans le seul but de faire des profits et d'encercler la Russie qui contraire objectivement leur rapacité impérialiste.

Le peuple ukrainien ne s'y trompe pas vu sa mobilisation grandissante contre le putsch fasciste orchestré par l'UE sous domination allemande et les USA.

Saluons donc la clairvoyance politique du Parti Communiste Ukrainien qui a récolté plus de 4 millions de signatures (3 millions suffisent selon la constitution ukrainienne) pour exiger un référendum sur l'accord avec l'UE, ce que bien entendu, les partis pro-européens de droite, social-démocrate et fascistes ukrainiens putschistes ont rejeté.

Hier la colonisation s'était opérée par l'association des curés armée de la bible, des militaires et des monopoles capitalistes suivis des administrateurs coloniaux, aujourd'hui les impérialistes associent à ceux d'antan les ONG dites 'humanitaires', les Thinks Thanks, derrière lesquels se planquent la CIA, le Mossad, les services secrets des pays impérialistes complétés par le FMI, la Banque Mondiale, etc. C'est pourquoi des États comme la Bolivie, la Russie, la Chine exigent la transparence sur les financements de ces ONG intégrées dans les stratégies néo-coloniales des firmes transnationales de l'UE et des USA.

Au Tibet le Dalai-lama esclavagiste et féodal, en Georgie intégrée à l'UE la tyrannie corrompue et colonialiste anti-Ossète et Abkhaze, en Afrique les présidents valets français, en Amérique du sud et en Asie les pouvoirs apatrides pro-occidentaux, etc., prennent tous leurs ordres et leurs finances auprès des impérialistes des USA et de l'UE.

LE RECYCLAGE DES FASCISTES PAR LES « DEMOCRATIES » CONTRE L'URSS

La collaboration avec les nazis des nationalistes ukrainiens, dont se réclament aujourd'hui Svoboda et les autres groupes fascistes ukrainiens, s'est déroulée des années trente jusqu'à la guerre totale anti-bolchevique pour « l'espace vital » des nazis contre l'URSS de 1941 à 1945. L'ouest du pays était alors administrée par la Pologne fasciste depuis 1920, après avoir été intégrée à l'Empire austro-hongrois jusqu'en 1918. Les membres de l'OUN et de l'UPA étaient formés par les Sections d'Assaut (SA) du parti Nazi de Hitler. En 1938, sont créés, par l'Abwehr, le service de renseignement de la Wehrmacht, des centres d'entraînement, en vue de la création d'une cinquième colonne en Pologne et en Union soviétique dans lesquels sont formés des groupes fascistes ukrainiens.

En 1940, avec l'aide de l'Abwehr, l'OUN organise des groupes de sabotage et d'intoxication pour manipuler les populations ukrainiennes. En 1941, l'OUN et son dirigeant, Stepan Bandera, participent à l'agression du Reich contre l'URSS. En uniforme de l'Armée rouge, ils commettent nombre d'assassinats ciblés contre les officiers du NKVD, cherchent à désorganiser la circulation et à dynamiter des objectifs stratégiques. En juin – juillet et août 1941 avant même l'arrivée des Allemands en Ukraine, en supplétifs des Einsatzgruppen les fascistes de l'OUN massacrent les Juifs. Des milliers de fascistes de l'OUN serviront comme gardiens dans les camps d'Auschwitz, Treblinka et Belzec. L'OUN participe activement à l'exécution de prisonniers de guerre soviétiques et des communistes.

Stepan Bandera, leur chef, va reprendre du service en 1943 après le désastre de Stalingrad. Il forme en mars 1943 la division SS « Galicie ». Elle comptera 26 000 hommes ! Les SS ukrainiens appuyèrent en 1944 la garde fasciste slovaque contre les partisans. A la fin de la guerre, l'OUN et l'UPA, dans laquelle seront reversés les effectifs rescapés de la SS « Galicie » continuèrent de semer la terreur, jusque dans les années cinquante à l'ouest du territoire de l'Ukraine soviétique. Bandera fut donc d'abord recruté par les Services secrets britanniques avant d'intégrer en 1956 les services de renseignements de RFA, la BND, alors dirigée par le général Reinhardt Gehlen, le chef des services de renseignement militaire nazi pour le front oriental pendant la Deuxième Guerre mondiale.

L'occident recycla ainsi les nazis et les fascistes des différents pays européens pour les mettre au service de son projet de restauration du capitalisme en URSS qui surviendra dans les années 1989 et 1990.

LE REVEIL DE L'INTERNATIONALE FASCISTE EUROPEENNE

Nous sommes donc aujourd'hui loin du « *plus jamais ça* » déclamé bruyamment lors du procès de Nuremberg jugeant les auteurs fascistes de plus de 50 millions de morts entre 1939 et 1945 dont plus de 25 millions de Soviétiques. Ce que l'histoire officielle a caché, c'est qu'après Stalingrad en 1943, le chef de file de l'occident capitaliste, les USA, a recruté les réseaux nazis et fascistes en débandade pour les mettre au service de la contre-révolution bourgeoise qui, finalement, triompha temporairement dans les années 90 avec la défaite de l'URSS. Mais à la faveur de la crise du capitalisme on assiste au relèvement des partis fascistes partout en Europe.

La succession des élections montrent la montée en puissance des forces fascistes dont les idées racistes, xénophobes, romophobes, islamophobes, négrophobes, homophobes et sexistes se banalisent en trouvant un écho de plus en plus explicite au sein même des partis bourgeois traditionnels du système bipolaire de droite et social-démocrate des Etats européens, lesquels appliquent partout les mêmes politique d'austérité libérale dictée par les Medefs européens, principalement allemand.

Les votes pour ces partis fascistes progressent parallèlement à l'abstention, ce qui est dans ce contexte une forme de résistance au fascisme. Ainsi Svoboda fait 10,5% en Ukraine, le Vlaams Belang 7,8% en Belgique, le FPÖ 21,5% en Autriche, Aube Dorée 6,9% en Grèce, le Parti de la Liberté 10,1% au Pays Bas, le Parti Populaire 12,3% au Danemark, Ordre et Justice 7,3% en Lituanie, Alliance Nationale 13,9% en Lettonie, Vrais Finlandais 19,1% en Finlande, Démocrates de Suède 5,7% en Suède, Jobbik 16,7% en Hongrie, Parti du progrès 16,3% en Norvège, Union démocratique du centre 26,6% en Suisse, le FN 13,6% en France, etc.

Tous ces partis sont qualifiés par les élites et la presse « d'extrême droite », de « droite populiste » ou de « droite

radicale » mais jamais de fascistes. Tous ces partis se présentent aux électeurs de plus en plus désabusés devant les dégâts socio-économiques du libéralisme imposé par l'UE comme étant pour paraphraser J.M. Le Pen « *socialement à gauche, économiquement à droite et plus que jamais nationalement* » ethniquement identitaire « *blanche et chrétienne* ».

Tous ces fascismes nationaux sont, en plus d'être viscéralement anti-communistes, des partisans de « *l'Europe des nations* » par opposition à « *l'Europe fédérale* » des libéraux de droite et de gauche qui gèrent conjointement l'UE et alternent aux gouvernements des Etats Nations de l'UE, quand ils ne gouvernent pas ensemble. Les tragiques événements en Ukraine montrent que derrière quelques divergences, chacun voulant soi-disant « son Europe », le concept intrinsèquement impérialiste, anti-communiste, raciste et donc réactionnaire de « l'unité européenne » unit ces trois courants idéologiques.



LA RE-EMERGENCE DU IV^{ème} REICH ALLEMAND LIBERAL, SOCIAL DEMOCRATE ET VERT-KAKI

Retour sur le précédent Yougoslave. Dans notre texte du 11 avril 1999 intitulé « *feu dans les Balkans* », nous écrivions :

« En Slovénie et en Croatie, Etats fédérés de la Yougoslavie, les forces nationalistes ont agi sous l'impulsion des revanchards allemands. " *Sans l'aide des Allemands, nous n'aurions jamais pu résister* " déclarait, le 27/09/91, le porte parole du président Tudjman au journal Frankfurter Allgemeine Zeitung. " *L'éclatement de la Yougoslavie, l'impérialisme allemand l'a obtenu avec le soutien de l'Autriche, la Hongrie, l'Italie et le Vatican, c'est-à-dire les mêmes Etats que ceux qui ont soutenu la Croatie fasciste durant la seconde guerre mondiale* " notait froidement le Département d'Etat américain dans Der Spiegel du 23/12/1992. William Zimmerman, ancien ambassadeur US en Yougoslavie ne pouvait que constater: " *nous avons découvert plus tard que Genscher, ministre allemand des affaires étrangères, avait été en contact quotidien avec son homologue croate. Il encourageait la Croatie à quitter la Fédération et à déclarer l'indépen-*

dance " (cité dans Covert Action, hiver 92/93).

Le 17 décembre 1991, après des débats interminables, l'Union Européenne (UE) fixe la reconnaissance de toutes les républiques qui veulent se séparer de la Yougoslavie au 15 janvier 1992 à condition que leur constitution respecte le principe du " *droit des minorités* ". Mais sans attendre, le 23 décembre 1991, le gouvernement Kohl reconnaît la Croatie et la Slovénie, bientôt suivi en cela par le Vatican le 13 janvier 1992. Alors, malgré la note de la commission Badinter disant que " *les droits des minorités ne sont pas suffisamment garantis* ", tous les Etats de l'Union Européenne (l'UE), les uns après les autres, reconnaissent ces créations artificielles de la volonté allemande et entérinent ainsi le démembrement d'un Etat membre de l'ONU. Kohl peut se réjouir en déclarant que la décision de reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie par l'UE " *constitue une importante victoire de la politique allemande* " (Solidaire du 05/05/93).

Il y a un intérêt économique de la Grande Allemagne à cette politique d'émiettement des Etats de l'Est. Le capital allemand est le principal investisseur dans les pays de l'ex-camp socialiste. Les firmes allemandes, à la recherche de coûts inférieurs en matière de salaires, de taxes et de matières premières, créent des joint-ventures (jusqu'à 1500 en Pologne, l'achat de Skoda par Volkswagen. en Tchéquie..). Plus d'un tiers du commerce entre l'Europe orientale et l'occident passe par l'Allemagne, selon une étude de l'ONU en 1991.

L'Europe de l'Est est une terre de colonisation pour les Cartels allemands. Le président du regroupement des industriels allemands pour les affaires en Europe orientale l'avoue: " *Il s'agit de notre marché naturel...ce marché nous amènera peut-être dans la même position que celle que nous occupions avant la première guerre mondiale* " (Solidaire, 03/03/1993).

Dans les Balkans, l'impérialisme allemand s'est appuyé sur ses alliés historiques pour mettre en route la réalisation de son vieux rêve expansionniste, lequel par deux fois en 1914/18 et en 1939/45, a buté sur l'opposition intransigeante de la Serbie. Comme le notait le général français Pierre Gallois: " *Depuis le début de l'année 1991- et sans doute avant - l'Allemagne armait la Croatie via l'Italie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie: ainsi, plus d'un millier de véhicules transportèrent des armes légères, mais aussi des engins antichars et antiaériens, des munitions et des ateliers de réparations* " (Le Quotidien de Paris, 28/01/93). Ces matériels militaires furent pris sur les stocks de l'armée de l'ex-République Démocratique Allemande (RDA). Et un responsable du département d'Etat américain de commenter : " *les allemands sont à présent tellement plus stables et tellement plus puissants que quiconque en Europe, qu'ils peuvent obtenir tout ce qu'ils veulent* " (Solidaire, 05/05/93).

La politique hégémonique et expansionniste de l'impérialisme renaissant allemand en vue d'émietter en micro-Etats les pays de l'Est, notamment la Yougoslavie, a été sanctifiée au sommet de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) de Paris en 1990 par la mise au devant de

la règle - que l'impérialisme a toujours nié jusqu'ici - du " *droit des minorités et des peuples à l'autodétermination* ". L'exemple yougoslave montre que le but en était le démembrement des Etats multinationaux de l'ex-camp socialiste.

L'Europe impérialiste sous domination allemande a décrété que les 19,6% de Croates auraient le droit de se séparer de la Yougoslavie, sous le prétexte que les Serbes, 36,2% de la population totale, sont majoritaires. Puis l'OTAN a imposé " *l'indépendance* " de la Bosnie-Herzégovine. " *L'Europe* ", l'ONU et l'OTAN se sont évertuées à bombarder en 1994/95 les positions Serbes de Bosnie, au nom de la défense de la " *souveraineté* " des islamistes d'Izetbegovic. Et cela en jugeant comme " *criminel et fasciste* " que les 31,4% de Serbes voulaient se séparer d'une Bosnie où les Musulmans formaient 43,7% de la population. Où est la logique?

Il faut se rendre à l'évidence. L'impérialisme allemand, en détruisant avec la complicité du renégat Gorbatchev un État parfaitement viable, indépendant et souverain depuis 45 ans, la République Démocratique Allemande (RDA), au nom du principe de la soi disant " *autodétermination des allemands* ", a introduit l'ethnicisation des relations internationales. Les Serbes vivaient dans un seul et unique État depuis 1918, la Yougoslavie, même si les populations Serbes étaient réparties dans plusieurs républiques fédérées, en Croatie, en Slovénie, en Bosnie et dans la région autonome du Kosovo. Cet éparpillement des nationalités dans les Balkans, dans les ex-pays socialistes est une donnée permanente et générale.

L'impérialisme allemand a détruit les États comme la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, exactement comme l'avait réalisé Hitler dans la période 1933/45. Dès lors, il devenait quasiment inévitable que les nationalistes bourgeois de toutes les nationalités, quelles qu'elles soient, exigent " *l'autodétermination* " et cherchent à créer des Etats " *ethniquement purs* " comme l'est devenue par la volonté des Multinationales allemandes pas totalement dénazifiées la Grande Allemagne. L'agitation fébrile des impérialistes européens et américains, qui désignent hypocritement et unilatéralement les Serbes comme " *ethnacistes* ", ne peut cacher le racisme et l'ethnicisation institutionnels qu'a introduit officiellement l'impérialisme allemand dans le règlement des problèmes intérieurs des États. »

Quand au rôle des USA dans la guerre des Balkans en 1999, nous précisons dans notre analyse d'alors :

« L'impérialisme américain mis sur la touche lors de la séparation de la Slovénie et de la Croatie va se réintroduire dans les Balkans lors de la séparation de la Bosnie. Le plan US était l'imposition d'un " *accord croato-musulman* ", lequel entraîna le limogeage du chef du gouvernement croate de

Bosnie, Maté Boban, qui incarnait la volonté de sécession des croates de Bosnie. Les impérialistes américains introduisaient ainsi la dimension " *religieuse* " en réponse à " *l'ethnicisme* " des impérialistes allemands. C'est là un facteur essentiel de la contradiction grandissante entre les deux impérialismes. En mettant temporairement fin au projet de Tudjman d'obtenir l'autonomie de la partie croate de la Bosnie comme étape vers le rattachement à la semi-colonie croate de l'Allemagne, l'ingérence impérialiste américaine favorisait, du même coup, la poussée séparatiste au Kosovo. Dès 1990, l'Allemagne, la Turquie et l'Arabie Saoudite finançaient l'UCK. The Times, journal anglais, donne l'information que l'UCK était aussi financée " *par l'argent provenant du trafic de la drogue. Selon ce journal faisant autorité, les polices de trois pays européens, en liaison avec Europol, ont établi ces liens. En Allemagne et en Suisse notamment, des kosovars vendent de la drogue et expédient les recettes en espèces à l'UCK...l'Albanie, qui joue un rôle clé dans l'acheminement de l'argent aux kosovars, est au centre de trafic d'héroïne en Europe* " (L'Hebdo/La Vie Ouvrière-CGT, 26 mars au 1^{er} avril 99). L'impérialisme Yankee a repris en main l'UCK dans le cadre de sa politique d'hégémonie mondiale.

Qu'on ne s'y trompe pas, l'effondrement de l'URSS, a laissé libre cours à une course effrénée des USA et de " *l'Europe* " dont la locomotive est la Grande Allemagne pour le contrôle absolu des pays issus du dépeçage de l'ex-camp socialiste. Berlin ayant gagné la Slovaquie, la Slovénie et la Croatie, Washington s'est appuyé sur la Bosnie islamiste pour bloquer la marche des Multinationales allemandes vers les Balkans. L'impérialisme allemand pour rester dans la course agit de concert avec les USA dans le cadre de l'OTAN en y entraînant l'UE. C'est tout le sens de la montée de l'exigence de plus en plus affirmée d'une " *Europe de la défense et d'une politique étrangère commune* " dont nous bassinent les oreilles tous les partisans de l'Europe impérialiste en construction.

L'enjeu économique fondamental de la contradiction inter-impérialiste grandissante entre les USA et " *l'Europe* " est signalé par le quotidien allemand Die Zeit de mars 1996 en ces termes : " *Les champs de pétrole du Kazakhstan, ceux de gaz du Turkménistan et les réserves d'or noir de l'Azerbaïdjan*

constituent un espace qui peut prendre, pour les cinquante prochaines années, une importance égale à celle de la région du Golfe aujourd'hui ". En effet, les Balkans constituent un axe stratégique pour l'accès au pétrole du Moyen-Orient, en plus de celui de la Mer Caspienne et du Kazakhstan. La Yougoslavie a le malheur d'être à la jonction des trois voies de communications qui relient le fleuve Danube et les axes Nord-Sud et Ouest-Est à travers les montagnes balka-



8 Février - Kirovograd, sous l'impulsion du PC Ukrainien et des Konsomol, se déclare « ville antifasciste » et rend hommage aux victimes du fascisme nazi

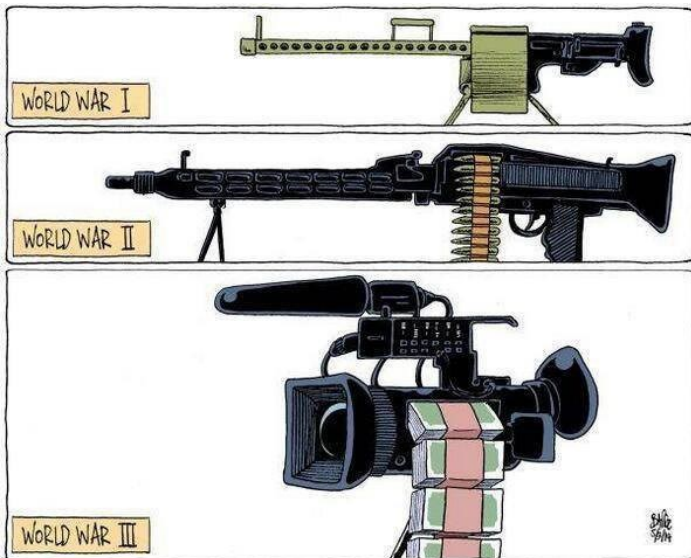
niques.

C'est en cela que la Yougoslavie fait obstacle, en tant que territoire incontournable, à l'expansionnisme prédateur des puissances impérialistes, notamment les Etats-Unis et l'Allemagne. L'enjeu de la désintégration de la Yougoslavie se pose comme suit : contrôler ce pays ou le réduire à néant ».

Cet exemple confirme donc que l'objectif des USA et de l'UE est de balkaniser les Etats Nations ou multinationaux dans le sous continent européen et partout dans le monde pour préserver leur domination séculaire sur les peuples.

L'ALLIANCE DES IMPERIALISTES AVEC LES FASCISTES DANS LES PAYS DU SUD

La re-mondialisation du capitalisme, stoppé 70 ans durant par l'URSS et le camp socialiste vaincus, et la crise de surproduction capitaliste ont accéléré les phénomènes de financiarisation spéculative et des délocalisations, de l'externalisation et de la sous-traitance à l'échelle mondiale des firmes transnationales à la recherche de coûts de production concurrentielle. Produire des marchandises et des services par des bas salaires à l'échelle du monde conduit au chômage de masse et à l'explosion du travail précaire, voire non déclaré dans les secteurs non délocalisables par les patrons dans les pays impérialistes de l'UE et des USA.



C'est connu que les pays indépendants du Sud ont été insérés dans les griffes du néo-colonialisme par les puissances impérialistes de l'UE et des USA. Les dictatures militaires ou civiles qui y ont régné ont été régies par des pro-consuls tant en Amérique du Sud qu'en Afrique ainsi qu'en Asie. Mais ces pays ont commencé à secouer le joug et émergent de plus en plus des pouvoirs patriotes qui opposent au libéralisme dicté par les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale) et l'OMC des politiques souveraines de capitalisme d'État qui les sortent peu à peu du sous développement. Ainsi les BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud – par leur développement économique, social, scientifique et technologique sont en passe de changer les rapports de force

géopolitique et géostratégique mondiaux et s'opposent de plus en plus à l'hégémonie spoliatrice et prédatrice de l'UE et des USA.

L'héroïque résistance de Cuba confronté au blocus injuste des USA a été le point d'appui des nouvelles expériences anti-impérialistes et antilibérales des gauches sud américaines au Venezuela, en Bolivie, au Nicaragua, en Equateur, etc.

L'avènement des pays émergents et des pays anti-impérialistes qui contestent de plus en plus l'hégémonie sans partage des impérialistes de l'UE et des USA conduit les impérialistes occidentaux à enclencher le nouveau cycle de guerres auquel nous assistons depuis 1990 pour préserver leur domination mondiale sur les peuples, nations, pays et États.

Le but de ces guerres criminelles est de contrôler les sources de matières premières, d'infliger aux États récalcitrants un recul vers « l'âge de pierre » pour plusieurs générations et maintenir ainsi leur suprématie militaire et technologique afin de déterminer l'accès des pays émergents et en développement aux matières premières dont ils ont besoin pour se développer. Voilà pourquoi il est impératif d'empêcher l'accès aux technologies du nucléaire, y compris par des agressions militaires contre les pays en développement comme par exemple l'Iran ou la Corée du nord.

Mais il faut aussi empêcher que les forces progressistes populaires patriotes et surtout communistes n'arrivent au pouvoir. C'est ainsi que quand les pro-consuls comme en Tunisie, en Egypte, au Bahrein, etc. sont renversés par des soulèvements populaires, les « démocrates » en costumes cravates comme Obama, Sarkozy, Hollande, Cameron, Blair font appel aux théocraties intégristes d'Arabie Saoudite, du Qatar, du Koweït, etc. pour réactiver les réseaux fanatiques religieux islamistes qui avaient servi à combattre la démocratie afghane soutenue par l'URSS dans les années 80, pour tuer par exemple Kadhafi et déstabiliser la Syrie.

De même, les impérialistes vont opposer les Noirs et les Arabes, les chrétiens et les musulmans pour séparer le sud et le nord du Soudan ou de la Centrafrique, sans compter l'utilisation à partir de 1998 du Rwanda par exemple pour agresser et occuper l'est de la République Démocratique du Congo par « rebelles » interposés ou encore le Burkina Faso pour déstabiliser la Côte d'Ivoire et capturer son président pour le punir par la soi-disant Cour Pénale Internationale (CPI).

L'UE ET L'OTAN, C'EST L'AUSTERITE, LE FASCISME ET LA GUERRE

Que de promesses pour vendre la construction du bloc impérialiste qu'est l'UE aux peuples en leurs demandant de se serrer la ceinture pour un avenir heureux, promesses qui se révèlent au grand jour comme autant de manipulations, de duperies et de mensonges.

Rappelez-vous ces propos des serveurs de droite et de gauche du capital financier : « L'Europe sera sociale ou ne

sera pas » (François Mitterrand, 1982); « Avec Maastricht, on va enfin pouvoir se soigner mieux » (Bernard Kouchner, septembre 92); « (avec l'Europe), non seulement nous pourrions préserver notre système de protection sociale, mais nous pourrions l'exporter », « le traité de Maastricht est le premier traité européen qui comporte un grand volet social (...) l'essentiel, c'est de commencer » (Michel Rocard, septembre 92); « Pour la France, la monnaie unique, c'est la voie royale pour lutter contre le chômage » (Michel Sapin, septembre 1992); « Comment peut-on dire que l'Europe sera moins sociale demain qu'aujourd'hui. Alors que ce sera plus d'emplois, plus de protection sociale, moins d'exclusion » (Martine Aubry, septembre 92); « Il y a eu le marché commun, le grand marché intérieur, puis la monnaie unique. Que nous manque-t-il ? Des institutions politiques (...) La Constitution européenne n'est ni socialiste, ni libérale » (François Hollande, Secrétaire National du PS); « Faire l'empire européen, tout le monde le veut » (Dominique Strauss-Kahn, juin 2004); « Ce référendum est une connerie. Nous avons fait la connerie de le demander et Jacques Chirac a fait la connerie de le convoquer » (Dominique Strauss-Kahn, janvier 2005); « Cette Europe permettra de lutter plus efficacement contre les délocalisations qu'une Europe réduite à un marché et à la libre concurrence » (N. Sarkozy, mars 2005); « La constitution représente un pas en avant pour la croissance et l'emploi » (Ernest-Antoine Seillière, président du Medef et nouveau président de l'UNICE le patronat européen, 2005); Dominique Voynet des Verts avait même vanté la « mission civilisatrice historique de l'Union Européenne »; « Nous apportons à l'unanimité notre soutien à la Constitution européenne. Elle représente une clef pour les politiques de progrès social dans chacun des pays » (les présidents de groupes socialistes et sociaux démocrates des parlements nationaux, avril 2005); « Les États-Unis continuent d'apporter leur soutien à une Union Européenne solide comme partenaire » (Bush); « Les Français n'ont pas le droit de dire non » avait déclaré Sarkozy; Laurent Fabius, Pierre Mauroy et Michel Rocard, tous ténors et hauts responsables de l'Internationale

Socialiste dans un texte intitulé « socialistes de toute l'Europe, unissez-vous ! » : « le socialisme dans un seul pays n'a évidemment plus de sens (sic !). Si l'on veut être efficace et peser vraiment sur le cours des choses, les politiques à mettre en œuvre et les régulations à construire se situent désormais à l'échelle des continents et du monde. (...) La social-démocratie se définit par la recherche d'un triple compromis entre le capital et le travail, le marché et l'État, la compétition et la solidarité. (...) Les trois compromis de la social-démocratie doivent donc être actualisés, nos méthodes réformées et internationalisées. (...) Il faut aussi éviter tout repli sur soi, car le déséquilibre actuel qui fait des États-Unis l'acteur dominant du système international doit être corrigé. (...) La refondation de la social-démocratie passera d'abord par l'Europe. (...) devant les enjeux de la gouvernance internationale ... l'Europe constitue le bon échelon d'intervention et de représentation. (...) nous voyons ce qu'elle peut d'ores et déjà dans la sphère économique ! Puissance douce, soft power, comme diraient les Anglo-Saxons ? (...) un monde qui se structurera autour de quatre ou cinq grands ensembles régionaux, dont l'Europe. (...) la social-démocratie doit prendre appui sur l'Europe » (Le Monde du 29 octobre 2002).

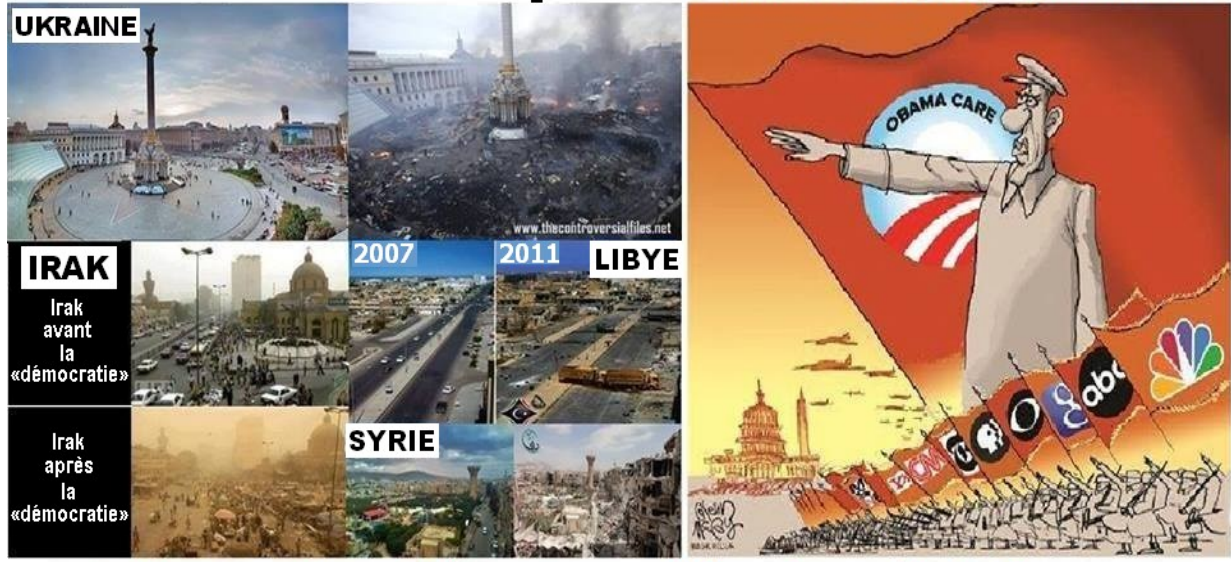
C'est aussi cette sainte alliance des partis de la droite et de la gauche du capital, de l'UMP, du Modem, du PS, des Verts de Europe-Ecologie exécutés zélés des diktats des grands patrons du CAC40 et du MEDEF qui a bafoué la volonté populaire exprimée par le NON au TCE en 2005 en votant au parlement le TCE bis qu'est le Traité de Lisbonne.

C'est aussi cette sainte alliance en entente avec les fascistes qui pousse à la guerre en Europe et dans le monde comme ultime tentative de sauver leur système d'exploitation de l'homme par l'homme et d'oppression des peuples.

Il faut sortir de l'OTAN, de l'Euro et de l'UE pour dire NON à l'austérité libérale, au fascisme et à la guerre !

09/03/14

Si tu ne viens pas à la démocratie!



alors, la démocratie ira à toi...